

Les Porteurs d'eau dans le monde : des valeurs partagées

Bilan des projets terrain 2010 - 2012



Défendre les droits humains
et les biens communs du vivant

Sommaire

Mot du président	3
La Fondation Danielle Mitterrand – France Libertés	4
Promouvoir l'accès à l'eau, un droit humain fondamental	4
Le mouvement des porteurs d'eau	6
Les 13 projets « porteurs d'eau » :	
les différentes étapes d'une approche d'empowerment	8
Connaître le territoire et ses ressources,	
identifier les freins et les outils disponibles	10
Identifier et structurer les acteurs du changement	13
Diffuser les connaissances et compétences :	
former, sensibiliser, mettre en place une veille citoyenne	18
Donner les moyens aux populations de faire entendre leur voix	22
De l'appel à propositions	
à la mise en œuvre des 13 projets « porteurs d'eau » (2010 – 2012)	25
Amérique du Sud	26
Afrique	34
Asie	42
Europe	48
Transnational	50
Se rencontrer pour partager, construire et donner de la voix	
aux alternatives imaginées	52
Dakar, février 2011	52
Marseille, mars 2012	53
Conclusion	54

Mot du Président

Fruit d'un travail de capitalisation passionnant, ce document revient sur près de trois ans d'engagement auprès de 13 acteurs locaux de quatre continents.

Il nous permet de présenter les valeurs partagées et défendues par France Libertés et nos partenaires locaux. Il est également l'occasion de vous exposer les spécificités de chaque projet, d'en dresser un portrait précis, de dérouler leur histoire, d'en esquisser les contours et les traits caractéristiques : le contexte dans lequel il s'inscrit, les enjeux auxquels il répond, les acteurs qu'il mobilise et les actions qu'il met en place.

Ce travail de capitalisation a également représenté pour nous une opportunité. Il a été l'occasion de prendre la distance nécessaire pour poser sur ces projets un regard neuf, et identifier les stratégies déployées pour impulser un changement social profond dans la gestion de la ressource en eau.

Notre engagement auprès de nos partenaires et des actions locales qu'ils mènent nous permet d'enrichir et de nourrir le plaidoyer que nous portons à l'échelle de la France, mais surtout à l'échelle internationale au sein du Conseil Economique et Social de l'ONU (ECOSOC) où la Fondation dispose du statut consultatif. Nous estimons en effet que le sens et le poids que nous donnons à ce plaidoyer vient de notre capacité à maintenir le dialogue avec les actions menées sur le terrain et à en comprendre les enjeux et les évolutions.

On dit qu'on ne se construit jamais seul. L'ensemble de ces projets en sont une belle illustration : ils nous inspirent, nous les soutenons.



Gilbert Mitterrand
Président de France Libertés
Fondation Danielle Mitterrand



Promouvoir l'accès à l'eau, un droit humain fondamental

Depuis sa création en 1986 par Danielle Mitterrand, France Libertés défend les droits fondamentaux. France Libertés s'engage auprès des peuples opprimés et accompagne leurs actions de résistance et de défense des biens communs du vivant. Les biens communs appartiennent à tous et ne peuvent être considérés comme des marchandises car ils sont essentiels à la vie.

Si nous avons choisi d'orienter notre action sur la défense du droit à l'eau et à l'assainissement pour tous, c'est parce que

« d'une part il est intimement lié à la vie, et d'autre part, parce qu'il est au cœur de la réalisation de tous les autres droits de l'homme. Le point de départ de tout changement est la capacité à poser les bonnes questions concernant la situation actuelle. C'est pourquoi, avant de s'interroger pour savoir si l'accès à l'eau est un droit reconnu ou un besoin à satisfaire, nous nous sommes questionnés sur les raisons d'une telle situation. A l'évidence, l'inégalité dans le partage de l'eau est le reflet le plus inacceptable de la répartition des richesses sur notre terre. Et en ce qui concerne l'eau, source de toute vie sur Terre, il s'agit d'un manque de volonté politique particulièrement dommageable, voire criminel. »

Danielle Mitterrand, mars 2010.

Bien que les États aient majoritairement voté en faveur de la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU du 28 juillet 2010 reconnaissant le droit à l'eau et à l'assainissement comme droit humain fondamental, ils peinent à intégrer ce droit dans leur Constitution et à le mettre réellement en œuvre. En 2013, 2,4 milliards de personnes n'ont pas accès à des sources améliorées d'eau potable (source : rapport commun 2013 de l'OMS et Unicef). Pour que cette situation évolue, France Libertés soutient que le droit effectif à l'eau et à l'assainissement doivent être inscrit dans toutes les Constitutions nationales et doit donner naissance à des plans nationaux et locaux d'accès à l'eau pour tous.



Le mouvement des Porteurs d'eau

Les projets présentés dans ce document de capitalisation s'inscrivent dans le programme « Eau, bien commun de l'humanité » et contribuent au mouvement des Porteurs d'eau.

Ce mouvement international, né au Canada, actif en Italie et au Brésil et porté en France par France Libertés, cherche à favoriser l'engagement et la prise de conscience des citoyens sur la question de l'eau, grâce à des actions de sensibilisation, de plaidoyer et d'amélioration de l'accès direct à l'eau sur le terrain.

La Charte des Porteurs d'eau

1. L'eau n'est pas une marchandise, l'eau est un bien commun non seulement pour l'Humanité mais aussi pour le Vivant.
2. Afin de garantir la ressource pour les générations futures, nous avons le devoir de restituer l'eau à la nature dans sa pureté d'origine.
3. L'accès à l'eau est un droit humain fondamental qui ne peut être garanti que par une gestion publique, démocratique et transparente, inscrite dans la loi.

France Libertés a mené de nombreuses actions de sensibilisation à travers le mouvement des Porteurs d'eau en France. Un appel à projets à l'international a été lancé en 2010 : « 13 projets Porteurs d'eau » répondant aux principes de la charte des Porteurs d'eau ont pu être financés.

A travers ce mouvement, France Libertés engage des individus, des communautés et des collectifs à défendre le droit d'accès à une eau potable pour tous. De nombreuses actions de sensibilisation ont déjà été menées en France. En 2010, France Libertés a mobilisé 13 porteurs de projets de divers pays dont les actions sont présentées dans la troisième partie de ce document.

Ces organisations ont été choisies car elles proposent des solutions de terrain aux problèmes d'accès à l'eau, et incluent les communautés locales dans la prise de décision, la planification et l'exécution des projets.

Ces projets ont pour objectif de :

Renforcer

les capacités des acteurs communautaires

Sensibiliser

le grand public sur les enjeux locaux, nationaux et internationaux liés au droit effectif d'accès à l'eau

Plaider

auprès des autorités locales, nationales ou internationales pour rendre effectif le droit d'accès à l'eau et à l'assainissement

Promouvoir

les bonnes pratiques de gestion contribuant à l'effectivité du droit d'accès à l'eau et à l'assainissement

Sur une centaine de candidatures retenues, nous avons sélectionné 13 projets répartis sur 4 continents :

Amérique du Sud

Bolivie
Colombie
Chili
Pérou

Afrique

Afrique du Sud
Guinée
Mali
Ouganda

Asie

Inde avec les projets de l'association GRAVIS, du Collectif Timbaktu et de l'ONG Paribartan

Europe

Moldavie

Transnational

Un projet transversal a réuni des acteurs d'Inde, des Philippines, du Canada et de Bolivie

Le budget total de cet appel à propositions était de 222 000 €

Les co-financements octroyés par France Libertés allaient de 10 000 € à 20 000 €

Nous avons soutenu les projets porteurs d'eau pour des durées allant de 8 à 24 mois

Les 13 projets Porteurs d'eau : les différentes étapes d'une approche d'empowerment

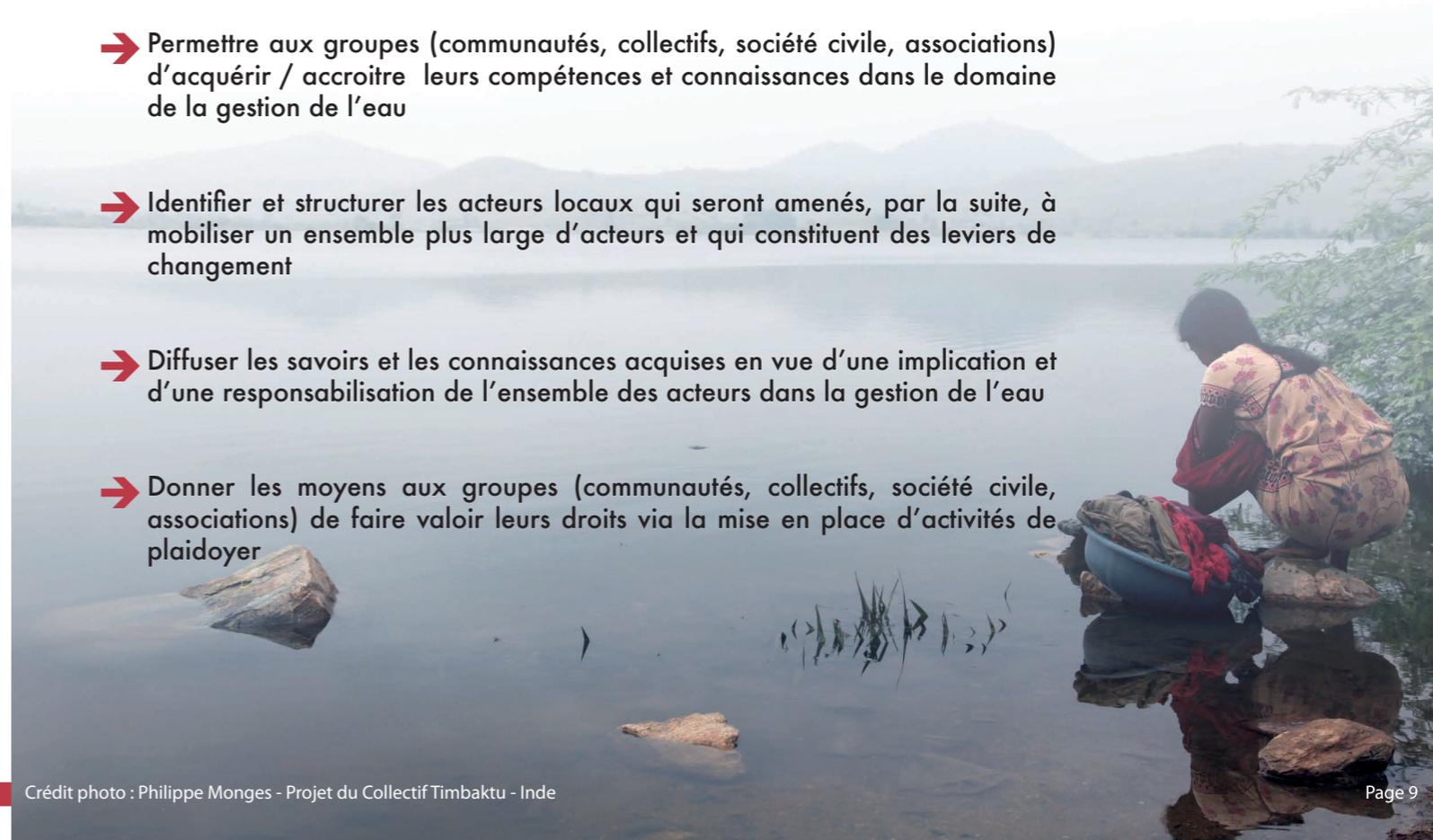


En ce qui concerne l'accès à l'eau et à l'assainissement, une grande partie des financements internationaux est tournée vers des projets d'infrastructures. Or, nous constatons que les problèmes auxquels sont confrontés les partenaires locaux et les populations sont souvent dus à une gouvernance défaillante de la ressource en eau (absence de gestion collective, manque d'accessibilité et dégradation de la qualité de l'eau). Les raisons en sont multiples : absence de cadre légal (voir le contexte du projet au Pérou), dysfonctionnement politique et institutionnel empêchant l'application de la loi (voir le projet en Bolivie), inégalités sociales (voir le projet de l'ONG Paribartan en Inde), besoin de formation (voir le projet au Mali).

C'est pourquoi nous avons choisi de travailler avec des acteurs locaux sur des projets permettant le déclenchement d'un processus par lequel les communautés, et plus largement la société civile, acquièrent les moyens de renforcer leur capacité d'action et de s'émanciper individuellement et collectivement. Ce processus doit être à l'origine d'un changement social profond, permettant la définition d'un nouveau rapport à l'eau, ainsi que la mise en place de nouvelles logiques de coopération sociale fondées sur une plus grande solidarité et une responsabilisation des acteurs locaux dans la gestion de ce bien commun. Cette stratégie correspond à l'application de la notion d'*empowerment*.

Chacun des projets met en œuvre une ou plusieurs de ces étapes dans le processus d'*empowerment* :

- **Permettre aux groupes (communautés, collectifs, société civile, associations) d'acquérir / accroître leurs compétences et connaissances dans le domaine de la gestion de l'eau**
- **Identifier et structurer les acteurs locaux qui seront amenés, par la suite, à mobiliser un ensemble plus large d'acteurs et qui constituent des leviers de changement**
- **Diffuser les savoirs et les connaissances acquises en vue d'une implication et d'une responsabilisation de l'ensemble des acteurs dans la gestion de l'eau**
- **Donner les moyens aux groupes (communautés, collectifs, société civile, associations) de faire valoir leurs droits via la mise en place d'activités de plaidoyer**



Connaître le territoire et ses ressources, Identifier les freins et les outils disponibles

L'*empowerment* est une approche qui doit permettre à la société civile d'acquérir les connaissances et les compétences suffisantes pour faire valoir ses droits et s'émanciper. Dans cette perspective, les projets Porteurs d'eau ont mis en lumière la nécessité de maîtriser un certain nombre d'outils, de compétences et de connaissances pour organiser la gestion locale de l'eau. Par exemple :

- La connaissance du territoire via la maîtrise d'outils de cartographie et de diagnostic ;
- La reconnaissance et la mise en avant des savoir-faire locaux.

Outils de gestion de l'eau et d'aménagement du territoire

La connaissance du territoire est souvent un préalable à l'élaboration de stratégies d'accès à une eau de qualité et à une gestion durable de la ressource. La plupart des organisations partenaires ont donc commencé leur projet avec la réalisation de diagnostics de territoire (Guinée), ou encore le développement d'outils cartographiques (Moldavie).

Diagnostic de territoire

La réalisation de diagnostic de territoire est souvent la première étape d'un projet Porteur d'eau, puisqu'il

permet de révéler les problématiques et les freins existants autour de l'accès à l'eau et à l'assainissement, comme les eaux polluées, les infrastructures défaillantes, les problèmes de gouvernance, les conflits d'usages etc., mais aussi d'identifier les jeux d'acteurs locaux.



Projet Corporacion Ecologica y Cultural Penca de Sabila - Colombie

Il s'agit de rendre compte de la situation locale pour décider d'actions adaptées. Nous collaborons avec des partenaires qui connaissent bien le terrain et qui travaillent depuis longtemps avec les populations locales. Par exemple, en Guinée, l'étude menée par la CAG44 (voir page 36) a permis d'initier la mobilisation des acteurs politiques, économiques et sociaux. Ce diagnostic a également mis en évidence les causes des inondations : construction de micro barrages en saison sèche pour l'irrigation, construction d'habitats privés sur l'espace naturel des rivières, ou encore encombrement des lits et des caniveaux existants par des ordures ménagères. Ce diagnostic a constitué un point de départ pour le projet, en fournissant à la commune des outils d'analyse ainsi que des pistes de réflexion pour réduire les inondations dans les quartiers de Kindia.

Cartographie

La cartographie permet de représenter de manière concise la manière dont est structuré un territoire : ressources, infrastructures, populations, données physiques... Cet outil permet le partage de l'information ainsi que le croisement et la visualisation des informations spatiales. C'est pourquoi il peut être utilisé par des populations de différents âges et niveaux d'éducation. Dans le

cadre des projets Porteurs d'eau, la cartographie s'est aussi appuyée sur une démarche participative et s'est accompagnée de la mise en place d'activités de formation. Ces deux éléments permettent une meilleure identification des données géographiques, mais également des points de tension grâce à la participation d'une grande partie des acteurs locaux. Ils doivent également garantir une appropriation des informations inscrites sur la carte par tous.

Cartographie

Les porteuses d'eau de l'Etat d'Orissa (Inde) ont transmis leur savoir et fourni un outil de discussion en dessinant au sol dans chaque village la cartographie des ressources en eau.

Les élèves de Moldavie ont réalisé une cartographie des puits, indiquant leur emplacement et la qualité de leur eau, permettant ainsi aux villageois de repérer les puits les moins pollués près de leurs habitations.

Les agriculteurs travaillant avec le collectif Timbaktu (Inde) disposent aujourd'hui d'un Système d'Information Géographique et peuvent se référer à une carte des zones irriguées et des canaux d'irrigation. Cela leur permet de prendre des décisions collectives éclairées et de mieux prévoir l'utilisation de l'eau stockée dans les réservoirs.

La reconnaissance des savoir-faire locaux

Certaines des compétences permettant aux acteurs locaux de garder la main sur la gestion collective de leur ressource en eau existent déjà. Elles ont parfois simplement besoin d'être reconnues et diffusées pour que l'ensemble des acteurs locaux puissent se réapproprier un savoir-faire local de gestion de l'eau. L'importation de techniques non-locales ne représente pas forcément une solution. Les savoir-faire locaux sont souvent plus performants parce qu'ils répondent mieux aux caractéristiques du territoire. C'est pourquoi la formation des acteurs aux systèmes locaux d'utilisation et de gestion de l'eau



Crédit photo : Philippe Monges - Projet du Collectif Timbaktu - Inde

a été mise en place par plusieurs partenaires dans le cadre des projets Porteurs d'eau. Certains de ces savoir-faire traditionnels ont aussi pu être associés à des techniques modernes, notamment aux outils de diagnostic de territoire et de cartographie informatique évoqués en amont. C'est le cas des projets indiens. GRAVIS, dans la région du Thar, s'est intéressé aux systèmes traditionnels de récolte des eaux de pluie. L'ONG Timbaktu a réhabilité une chaîne de réservoirs datant du 14^{ème} siècle permettant la captation des eaux de pluie. En s'associant à VISTA pour l'élaboration d'un Système d'Information Géographique, ils ont allié l'efficacité du système traditionnel de récupération et de stockage des eaux à une technique de cartographie permettant de visualiser les canaux d'irrigation et de prévoir les aménagements nécessaires.

Les projets porteurs d'eau ont cherché à mieux connaître leurs territoires, l'état de la ressource en eau et des infrastructures, ainsi que les outils traditionnels disponibles pour assurer une gestion collective. Une fois ces connaissances acquises, ils ont pu se concentrer sur leur diffusion et leur appropriation par l'ensemble des citoyens grâce aux relais des acteurs identifiés comme « tête de file ».

Identifier et structurer les acteurs du changement

Les 13 projets porteurs d'eau ont fait émerger trois catégories d'acteurs qui constituent, par leur mobilisation pour la défense du droit à l'eau et l'assainissement, les moteurs d'un changement collectif dans la gestion de la ressource.

Les élus locaux : la nécessaire volonté politique

La participation des populations dans le processus de prise de décision est un élément central de la mise en place d'une gestion intégrée et collective de l'eau. Or, il apparaît dans l'ensemble des projets porteurs d'eau que pour garantir cette participation, il a été nécessaire de créer des espaces de dialogue et de mettre en place des processus de concertation rassemblant des acteurs politiques et de la société civile.

Les élus ont besoin de la mobilisation des citoyens et de s'appuyer sur leurs compétences. Les citoyens, quant à eux, doivent pouvoir être entendus et accompagnés. Cependant, les élus locaux manquent d'outils pour repenser leur système de gestion de l'eau en local, comme dans le contexte du projet malien. Ils peuvent également ne pas toujours être au plus près des populations, de leurs aspirations et de leurs besoins. Pour répondre à ces différentes situations, deux démarches ont été adoptées par nos partenaires sur le terrain.

La première est une approche « top-down ». Pour développer la gouvernance locale, les projets visent d'abord à renforcer les compétences des pouvoirs exécutifs dans la gestion des services publics, puis à concrétiser une démarche de participation et de coopération entre les acteurs du territoire. Par exemple, en Guinée, nos partenaires ont répondu à une demande d'appui, formulée par la commune de Kindia, dans l'élaboration de solutions pour faire face aux problèmes d'inondations et aux conséquences sanitaires (stagnation des eaux, maladies hydriques). C'est avec la commune qu'a été élaboré le diagnostic pour identifier les causes,



Projet Corporacion Ecologica y Cultural Penca de Sabila - Colombie

puis impliquer la société civile dans la mise en place des actions de nettoyage et de sensibilisation aux comportements, pour limiter l'encombrement des lits des rivières.

La deuxième est une approche dite « bottom-up ». Il s'agit d'appuyer les citoyens dans leurs actions de plaidoyer auprès des pouvoirs publics.

Au Rajasthan, notre partenaire GRAVIS a organisé et formé des réseaux d'ONG pour promouvoir la récolte des eaux de pluie. La recherche appliquée a permis de mieux connaître les systèmes traditionnels. Des réunions entre les usagers, les comités locaux, ainsi que les agences de l'eau gouvernementales ont aussi été organisées. En Orissa, les actions de plaidoyer de Paribartan reposent sur la mobilisation sociale, la diffusion de kits de plaidoyer et la tenue de réunions publiques en présence des élus locaux. Sur le continent africain, des actions similaires ont été menées. Par exemple, 13 leaders de groupements féminins ougandais ont été formés pour constituer des clubs de plaidoyer, afin d'organiser des rencontres avec les autorités locales. Il s'agit donc de travailler avec les citoyens pour conscientiser les élus sur une gestion de l'eau qui soit collective et qui puisse allier savoir-faire ancestraux et techniques modernes.

Les femmes, actrices clés de la gestion démocratique de l'eau

Les femmes et les filles sont souvent les plus défavorisées quant à l'accès aux besoins vitaux et à la prise de décision. Persuadés que l'implication féminine est la clé d'une gestion efficace, pérenne et éthique de l'eau, nos porteurs de projets œuvrent à faire évoluer cette situation.

La participation des femmes n'était pas, pour nous, un critère de sélection des projets porteurs d'eau. Cependant, nous avons constaté que l'implication des femmes constitue un moteur de changement important. Au sein des communautés, les femmes occupent souvent une place centrale dans l'approvisionnement, la gestion et la conservation de l'eau. De ce fait, elles ont généralement une connaissance précise de sa gestion locale. Nos partenaires ont donc cherché à les impliquer le plus possible dans tous les aspects de l'utilisation de l'eau et notamment dans les processus de décision et de planification.

Deux de nos partenaires, Women in Europe for a Common Future, en Moldavie, et Katosi Women Development Trust, en Ouganda, sont des ONG spécifiquement féminines. Dans l'Orissa (Inde), ce sont les femmes porteuses d'eau qui



sensibilisent leurs pairs, organisent des marches et des réunions publiques. Dans le Rajasthan, l'empowerment des femmes est à la base du projet GRAVIS de valorisation de la récolte des eaux de pluie. Alors que les femmes n'ont traditionnellement pas leur place dans les structures décisionnelles, GRAVIS a insisté pour qu'elles soient impliquées dans les processus de prise de décisions, de planification, d'exécution des projets de développement et de réhabilitation des savoir-faire locaux.

Les femmes sont traditionnellement chargées de la gestion de l'eau au sein des foyers, mais paradoxalement elles ne sont pas ou très peu impliquées dans les processus décisionnels. Or, du fait de ce rôle traditionnel qui leur incombe, leur participation favorise souvent une meilleure gestion collective de la ressource. En effet, l'amélioration du service de l'eau représente un gain de temps important pour elles, et leur implication peut également être génératrice de revenus, comme pour les femmes maçonnes ougandaises.

Il est cependant important de signaler que les inégalités de pouvoir ainsi que les freins aux changements persistent. Par exemple, en Ouganda, le comité de plaidoyer des femmes mis en place a encore du mal à être accepté par certains leaders communautaires.

La jeunesse, un relais indispensable pour l'avenir

Les projets porteurs d'eau démontrent que la jeunesse préfère ici aussi être actrice, plutôt que spectatrice de l'évolution de la société dans laquelle elle a grandi. Elle a déjà en tête des solutions et porte des initiatives qui doivent être soutenues. Les enfants, les adolescents et les jeunes adultes mobilisés sur les projets ont été non seulement des vecteurs de sensibilisation, mais également des moteurs de changement.

Dans le cas du projet porté par l'ONG Paribartan (Inde), les enfants, à travers des actions menées au sein des classes, ont permis une prise de conscience collective, grâce à leur mobilisation et au relais de l'information dans leurs familles.

En Moldavie, les élèves ont contribué à impulser un changement dans la gestion de l'eau de leur village en participant à l'inventaire de la qualité de l'eau, en initiant des activités de nettoyage, et en se mobilisant pour récolter des fonds nécessaires à la construction de nouveaux puits.

En Guinée, une centaine d'activités de sensibilisation ont été organisées dans les écoles, les quartiers et à la radio. 5 000 jeunes se sont mobilisés sur les chantiers

de curage des rivières et des caniveaux affluents. Leur participation a été une force pour ce projet, et l'instauration de brigades de salubrité a créé de l'emploi. Parallèlement, ce projet faisant l'objet d'une coopération décentralisée avec la ville de Nantes, les élèves du lycée de Bouaye ont pu établir une correspondance avec les élèves du lycée de Kenendé. Ce travail a permis aux élèves nantais de prendre conscience des problématiques liées à l'accès à l'eau potable en Guinée et plus particulièrement à Kindia et de réfléchir avec les élèves guinéens à des solutions possibles (sensibilisation, chantiers « éco-citoyen »).

Le regroupement des acteurs : élément de structuration de l'action citoyenne

L'ensemble de nos partenaires a engagé des actions permettant de regrouper les acteurs locaux. Des associations, comités de gestion, comités d'usagers, comités villageois, etc. ont été créés afin de faciliter le



Projet Corporación Ecológica y Cultural Penca de Sabila - Colombie

dialogue, le passage de l'information, ainsi que la coordination et l'organisation des actions. Le regroupement des acteurs a permis de rendre plus participative la gestion locale de l'eau et la reconnaissance effective du droit d'accès à l'eau et à l'assainissement. Par exemple, au Mali, la mise en place de comités villageois a pu aboutir à l'élaboration de principes de gestion collective des points d'eau communs entre les villages.

Des actions ont également été engagées pour structurer la mobilisation et peser sur le débat national pour que la reconnaissance du droit à l'eau comme droit fondamental soit respecté et effectif. C'est le cas en Bolivie où la Commission pour la Gestion Intégrée de l'eau (CGIAB) a créé un groupe de travail réunissant des acteurs de la société civile et des experts pour réaliser un diagnostic national mettant en lumière les points faibles dans l'application concrète du droit à l'eau, pourtant inscrit dans la Constitution bolivienne.

Le regroupement et la coordination d'acteurs ont deux impacts. Au niveau local, ces actions contribuent à renforcer la gouvernance en facilitant les échanges d'expériences, le dialogue et la mise en place de mesures collectives (règles de gestion, mobilisation de ressources financières et humaines pour gérer l'eau). Au niveau

national ensuite, le regroupement des acteurs donne une meilleure assise aux actions de plaidoyer menées auprès des autorités publiques pour réclamer un droit d'accès à l'eau et à l'assainissement effectif, ainsi qu'une gestion démocratique et transparente de l'eau. Par exemple, en Afrique du Sud, notre partenaire Mvula a contribué à préparer et structurer le débat sur le rôle des citoyens dans la gestion et le contrôle de la qualité de l'eau. Pour cela, il a organisé une assemblée régionale des citoyens qui a été l'occasion d'échanger sur des expériences d'instauration de modèles de gestion communautaire, avant de présenter les résultats de ces réflexions au ministère en charge des affaires de l'eau.

Colombie

Association départementale des acueductos comunitarios

Bolivie

Groupe de travail sur les questions de l'eau

Chili

Coordination chilienne pour la défense du droit à l'eau et de la vie

Pérou

Comités de gestion intégrée des micro-bassins

Mali

Comités villageois

Ouganda

Comités d'usagers et club de plaidoyer des femmes pour l'eau

Afrique du sud

Groupe de travail sur la pollution et assemblée des citoyens protecteurs de l'eau

Inde - GRAVIS

Groupe de travail

Inde - Paribartan

Porteuses d'eau

Diffuser les connaissances et compétences: former, sensibiliser, mettre en place une veille citoyenne

Certains projets se sont consacrés à l'appropriation collective des connaissances sur le droit d'accès à l'eau et à l'assainissement ainsi qu'à la diffusion des compétences pour une gestion collective de la ressource en eau. Pour cela, des outils de capitalisation, veille citoyenne, sensibilisation et formation ont été mis en place.

L'élaboration d'outils de capitalisation

Transmettre les connaissances acquises par les différents acteurs suppose de créer des documents de référence pour que les informations et les études produites puissent être relayées. Pour cela, certains porteurs de projet ont élaboré des outils de capitalisation facile à diffuser: kits et manuels pédagogiques, manuel de références sur le droit à l'eau national, etc.

Exemple des documents élaborés :

Colombie : manuels pédagogiques sur la consolidation des services communautaires de gestion de l'eau.

Pérou : manuel sur la reconnaissance légale du droit à l'eau.

Afrique du Sud : rapport sur le potentiel des organisations de la société civile dans le contrôle et l'amélioration de la qualité de l'eau.

La mise en place d'une veille citoyenne

Au-delà des outils de capitalisation, les projets porteurs d'eau ont permis de mettre en lumière la veille comme méthode efficace pour garantir un contrôle citoyen de l'utilisation de l'eau et comme moyen de prévention de la dégradation des sources d'eau potable. La veille citoyenne mobilise un ensemble d'acteurs (habitants, associations, scientifiques) et permet de faire émerger les problèmes de gestion de l'eau. Elle permet aux citoyens d'être des lanceurs d'alerte pour interpellier les pouvoirs publics en leur fournissant des pistes de réflexion. Dans le cadre des projets porteurs d'eau, cette approche « bottom-up » a pu inciter les autorités locales à mieux répondre aux attentes des populations. En Afrique du Sud, une plateforme de veille associative a été mise en place, sous l'impulsion de l'ONG partenaire Mvula Trust. Ce réseau militant a organisé des formations, mais également étudié les origines de la pollution des eaux (défaillance des stations d'épuration et exploitation de la mine voisine).

Sensibilisation

Les actions de sensibilisation de la population cherchent à éveiller les consciences pour changer les pratiques individuelles, collectives ou professionnelles. C'est la première étape vers une mobilisation citoyenne. Les projets porteurs d'eau ont tous un volet de sensibilisation adapté aux contextes culturels et politiques. Ainsi, en Bolivie, la défense du droit à l'eau est culturellement très ancrée. Les projets se sont donc tournés vers le plaidoyer auprès des autorités (forte implication de la population). D'autres projets se concentrent sur l'éducation à l'hygiène, la gestion des déchets et des points d'eau, ou encore l'aménagement d'infrastructures.



Projet Katosi Women Development Trust - Ouganda

Les porteurs de projets ont utilisé différentes méthodes pour sensibiliser les populations locales aux problématiques de l'eau et d'assainissement les concernant :

- interventions dans les milieux scolaires en Inde et en Moldavie, organisation d'évènements avec le Festival des rivières en Moldavie et la fête nationale de l'eau en Bolivie, mise en place de théâtre de rue et d'émissions radio en Guinée ou encore de forums en Amérique du Sud.

Les projets porteurs d'eau démontrent que sensibiliser, c'est diffuser des connaissances qui permettront d'amorcer un engagement à la fois personnel et collectif, et de donner les clefs pour responsabiliser et conscientiser chacun dans son rôle de défenseur des droits humains fondamentaux. Ils ont également souligné que mener des campagnes de sensibilisation nécessite d'abord un travail de fond, une expertise, une préparation adéquate ainsi qu'une définition précise du public auquel elles s'adressent.

Formation

Au-delà des actions de sensibilisation qui permettent à la population de prendre conscience des problèmes et du rôle qu'elle peut jouer dans la gestion de l'eau, les associations partenaires ont cherché à pousser plus loin cette démarche de responsabilisation. Des actions de formation ont été mises en place, reposant à la fois sur l'intervention des partenaires locaux et sur les acteurs identifiés comme « tête de file ».

Cette démarche a trois objectifs :

Répondre

à une demande de la société civile de se former

Garantir

aux citoyens les moyens de mieux appréhender la gestion et la gouvernance de l'eau

Assurer

aux citoyens une plus grande confiance et la légitimité pour être reconnus comme responsables de la gestion locale de l'eau

Toutes les actions de formation et de sensibilisation menées ont garanti la réussite des actions de plaidoyer. En effet, en renforçant leurs compétences, les populations locales sont en mesure d'identifier les problèmes, de fournir une analyse et d'élaborer collectivement des recommandations. Elles sont donc en mesure de mettre les autorités locales face à leurs responsabilités et de les aider à agir pour impulser une dynamique de changement.



Crédit photo : Philippe Monges / Projet Gravis - Inde

Les différents types de formation :

Renforcement des connaissances sur le droit à l'eau

Chili : Atelier national de création de la « plate-forme citoyenne pour le droit à l'eau », organisation d'un séminaire national sur le droit à l'eau, création d'écoles de l'eau.

Pérou : Ateliers d'études participatifs sur les aspects institutionnels et légaux de la gestion de l'eau au Pérou.

Formation sur les outils de sensibilisation et de plaidoyer

Colombie : Atelier de renforcement des capacités et des liens associatifs. Pour participer à consolider la gestion communautaire de 150 points d'eau de la vallée et ainsi organiser la résistance au développement de mégaprojets miniers et hydroélectriques dans la région.

Ouganda : Formation des groupes de femmes aux actions de plaidoyer pour renforcer l'accès à l'eau potable.

Inde - Paribartan : Formation des porteuses d'eau aux actions de sensibilisation (organisation de marches, ateliers).

Renforcement des compétences techniques des acteurs locaux

Inde - Gravis : Formation de réappropriation des systèmes traditionnels de récolte d'eaux de pluie.

Pérou : Formation sur la GIRE (Gestion Intégrée des Ressources en Eau) appliquée à leur territoire.

Mali : Formation à la gestion technique et financière et formation d'artisans réparateurs communaux des points d'eau.

Ouganda : Formation des femmes en techniques de maçonnerie, gestion et maintenance des puits.

Inde - Timbaktu : Formation aux logiciels de cartographie (SIG).

Développement de l'expertise citoyenne sur la qualité de l'eau

Afrique du Sud : Formation en techniques de recherche sur la qualité de l'eau près des industries minières.

Inde - Paribartan : Formation des porteuses d'eau aux techniques de purification.

Moldavie : Formation «Water Sanitation Security Plan», plan de contrôle de la qualité de l'eau et de sensibilisation à l'assainissement.

Donner aux populations les moyens de faire entendre leur voix

L'identification d'acteurs «tête de file», leur regroupement, la connaissance du territoire, la reconnaissance des savoir-faire locaux, la mise en place d'outils de veille et de formation, la diffusion des connaissances, mais aussi le renforcement du dialogue et des échanges aident fortement à la prise de parole des groupes locaux (collectifs, associations, élus). Ces éléments sont un préalable au déploiement d'actions de plaidoyer qui permettent de faire valoir les droits et la responsabilité des acteurs locaux dans la gestion collective de la ressource en eau.

Le point de départ de toute action de plaidoyer est souvent l'identification d'un dysfonctionnement institutionnel ou politique. C'est pourquoi la connaissance préalable du cadre législatif existant, que ce soit au niveau international ou national, ainsi que le partage des connaissances et expériences constituent des éléments essentiels pour identifier les problèmes, les mettre en lumière, et proposer des solutions. C'est dans cette perspective que nos partenaires au Chili créent les « écoles de l'eau » afin de former les acteurs de la société civile pour qu'ils puissent proposer des modifications du code chilien de l'eau, code induisant une gestion totalement privée des services d'eau.

Bolivie

Le CGIAB participe à l'élaboration d'une loi-cadre sur l'eau

Chili

Chile Sustentable propose des réformes législatives pour modifier le code de l'eau chilien qui a mis en place un marché de l'eau

Pérou

Le CBC conteste certains points de la nouvelle loi sur l'eau de 2009 qui ne prend pas suffisamment en compte les droits coutumiers et culturels locaux.

Afrique du Sud

Mvula Trust veille à l'application de la loi sur l'eau de 1988

Les moyens utilisés pour mettre en œuvre une stratégie de plaidoyer sont multiples : campagnes (cf. Colombie), élaboration collective de propositions législatives (cf. Chili), participation au Forum Alternatif Mondial de l'Eau, création d'assemblée des citoyens (cf. Afrique du Sud), etc.

Bolivie

Organisation de la rencontre nationale sur l'eau et sommet sur l'eau et l'assainissement (réunion de la société civile et des autorités publiques).

Chili

Création de la Plate-forme Citoyenne pour le droit à l'eau, organisation d'un séminaire national entre les organisations de la société civile.

Colombie

Participation à la campagne de défense du droit à l'eau pour l'organisation d'un référendum dans l'objectif d'inscrire le droit à l'eau dans la constitution nationale.

Mali

Participation à des rencontres régionales et nationales organisées entre les élus, les comités de gestion de l'eau, les instances communales de concertation, les services techniques de l'Etat, les ONG.

Ouganda

Création d'un comité de plaidoyer des femmes pour l'eau.

Afrique du Sud

Présentation des conclusions de l'assemblée des citoyens protecteurs de l'eau auprès des autorités locales.

Inde - Collectif Timbaktu

La proposition complète de rénovation et de gestion des réservoirs sera présentée aux autorités compétentes.

Inde - Paribartan

Organisation d'audiences publiques auprès des autorités de l'Etat d'Orissa.

Moldavie

Présentation du document stratégique sur le droit à l'eau et à l'assainissement à la conférence internationale sur le droit à l'eau et à l'assainissement à Chisinau en 2011.

L'objectif final est d'interpeller les autorités, de créer le débat ou encore de collaborer avec les parties prenantes et de leur permettre d'assister aux évènements.

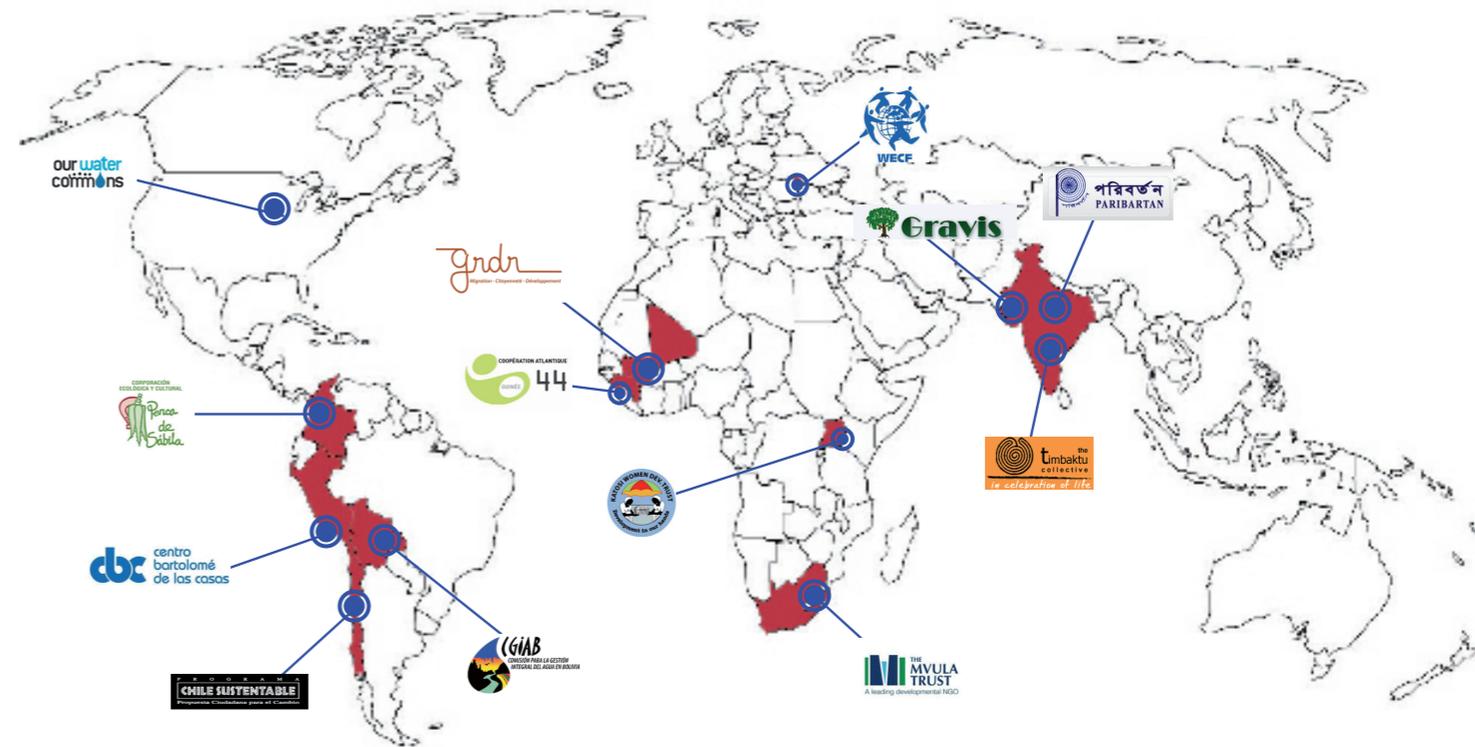
À terme, ces actions de plaidoyer doivent conduire à l'élaboration collective de nouveaux cadres réglementaires, techniques ou institutionnels à même d'amorcer un changement en profondeur pour :

- garantir l'inclusion des communautés locales dans les processus de prise de décisions, de planification et d'exécution des projets de développement liés à l'eau ;
- rendre effectif le droit fondamental à l'eau et à l'assainissement au niveau local, régional et national ;
- considérer l'eau comme un bien commun de l'humanité.

Les impacts des actions de plaidoyer menées dans le cadre des projets porteurs d'eau ne peuvent pas encore être mesurés sur le long terme. En effet, les organisations locales expérimentaient souvent pour la première fois la mise en place d'une stratégie de plaidoyer. Cependant, les retours sont globalement très positifs et de nouveaux évènements sont déjà planifiés, comme l'organisation d'une seconde assemblée des citoyens protecteurs de l'eau en Afrique du Sud.



La mise en œuvre des 13 projets Porteurs d'eau 2010 - 2012



Bolivie

Rendre effectif sur le terrain le droit à l'eau, inscrit en tant que bien commun dans la Constitution bolivienne



Carte d'identité du projet

Période : octobre 2010 à novembre 2011

Porteur de projet : Comisión para la Gestión Integral del Agua en Bolivia (CGIAB)

Budget global : 39 700 €

Co financement France Libertés : 20 000 €



En Bolivie, l'eau est au cœur d'une lutte sociale historique. Les politiques de privatisation de la gestion de l'eau potable ont rencontré une résistance sans précédent de la société civile. Cochabamba est devenu le symbole mondial, avec la « guerre de l'eau » d'avril 2000, de la lutte pour la reconnaissance du droit à l'eau et à l'assainissement, aujourd'hui inscrit dans la Constitution bolivienne. Cependant, malgré ces avancées, ce droit est loin d'être effectif sur le terrain.



📌 L'objectif de ce projet est de peser sur le débat national pour que le principe de l'eau comme bien commun et droit humain soit respecté et effectif.

➔ Le CGIAB a créé un groupe de travail spécialisé sur les questions de l'eau réunissant des experts et des organisations de la société civile. En s'appuyant sur les expériences communautaires concernant l'accès, l'usage et la disponibilité de l'eau, ce groupe de travail a réalisé un diagnostic national sur les points critiques et conflictuels de la gestion de l'eau en

Bolivie. Grâce à ce travail, les acteurs de la société civile ont produit un document de vision et des propositions concrètes qui renforcent leur plaidoyer pour exiger l'application de la loi sur l'eau. En parallèle, le CGIAB a lancé une campagne de sensibilisation afin d'informer la population sur les avancées rendant plus effectif le droit à l'eau.



France Libertés a souhaité s'associer à cette initiative pour sa forte portée politique qui permet de mobiliser une grande partie de la population. Une rencontre nationale de l'eau ainsi qu'un sommet sur l'eau et l'assainissement réunissant les organisations de la société civile et les autorités publiques ont eu lieu en 2011. Ce projet contribue à démocratiser le dialogue concernant la loi sur l'eau et sera appelé à se structurer encore davantage. De plus, le CGIAB est aujourd'hui un acteur reconnu du débat national.



Chili

Plate-forme citoyenne pour le droit à l'eau



Carte d'identité du projet

Période : octobre 2011 à mars 2012

Porteur de projet : Programa Chile Sustentable de la Fundacion Sociedades Sustentables

Budget global : 36 706€

Co-financement France Libertés : 10 000€


 Sous l'impulsion du régime du général Pinochet, la Constitution de 1981 et le Code de l'Eau mettent en place un réel marché de l'eau au Chili où l'eau est totalement privatisée. Depuis 2005, la société civile s'organise contre le pillage des ressources par les grandes entreprises étrangères. En 2008, ce mouvement a été relayé par des acteurs politiques et ecclésiastiques qui ont déposé un projet de loi pour une réforme constitutionnelle. L'enjeu réside dans l'expropriation des droits sur l'eau par les multinationales et dans

une reconsidération de la valeur de l'eau. La Constitution actuelle octroie en effet une valeur strictement économique à l'eau et met de côté son caractère vital et démocratique.

Le programme Chile Sustentable a été créé en 1997 par différentes organisations écologistes et académiques et travaille à l'élaboration d'un modèle participatif et égalitaire de développement.




 L'objectif du projet est de mettre en place une « Plateforme citoyenne pour le droit à l'eau », capable de proposer des solutions démocratiques et durables pour sa gestion, en vue d'impulser des modifications du Code de l'Eau chilien.


 Pour amorcer la création de la « Plateforme citoyenne pour le droit à l'eau », Chile Sustentable a organisé :

- un atelier national ouvert à l'ensemble des associations membres de la « coordination chilienne pour la défense de l'eau et de la vie » (espace de convergence d'organisations sociales, environnementales, d'ONG, d'entreprises qui militent pour la reconnaissance de l'eau comme bien commun, droit humain fondamental),



- un séminaire ouvert aux membres de la coordination ainsi qu'à toute autre organisation travaillant sur la thématique du droit à l'eau.

Ces deux événements ont abouti à l'élaboration d'un livre sur le processus de privatisation de l'eau au Chili. Six « Ecoles de l'eau » ont été mises en place avec plus de 400 leaders et acteurs locaux, afin de former les acteurs chiliens (citoyens, associations, ONG...) sur le droit à l'eau. Le projet a été relayé à travers une campagne de diffusion d'informations (site web, publication d'un livre sur les privatisations de l'eau au Chili...).

En Janvier 2013, Chile Sustentable et France Libertés ont participé au Sommet des peuples au Chili et travaillé sur des ateliers atterrés sur le thème de l'eau.


 En soutenant ce projet, France Libertés a souhaité souligner l'importance de la participation citoyenne dans la défense du droit à l'eau. Les leaders de la société civile ont acquis les compétences nécessaires sur les problématiques socio-environnementales liées au cadre législatif de l'eau en vigueur. La « Coordination chilienne pour la défense de l'eau et de la vie » est consolidée et son incidence politique renforcée. La Plateforme citoyenne, qui propose des réformes législatives, est en place et a commencé ses travaux de plaidoyer auprès des pouvoirs publics et d'information auprès de la population.



Colombie

Défense des systèmes communautaires de gestion de l'eau, département d'Antioquia



Carte d'identité du projet

Période : septembre 2010 à septembre 2011

Porteur de projet : Corporación Ecológica y Cultural Penca de Sábila

Budget global : 42 800 €

Co-financement France Libertés : 15 000 €

En Colombie, suite aux pressions de l'Organisation Mondiale du Commerce et de la Banque Mondiale, les entreprises publiques, auparavant responsables de la gestion des bassins hydrologiques du pays, sont en cours de privatisation. Même les *acueductos comunitarios* (les réseaux et points d'eau communautaires) sont visés, bien qu'ils aient été financés, construits et gérés par les communautés locales pendant des générations. C'est dans ce contexte que les colombiens ont lancé en 2007 la « Campagne de défense du droit à l'eau », qui a permis de récolter plus de deux millions de signatures pour l'organisation d'un ré-

férendum afin d'inscrire le droit à l'eau dans la constitution nationale.

La *Corporación Ecológica y Cultural Penca de Sábila* (Copenca) est une organisation dédiée à l'éducation et la promotion d'une gestion environnementale plus démocratique, caractérisée par l'égalité des sexes, des cultures et des générations ainsi que par la préservation de la biodiversité. Ce projet s'inscrit dans la campagne de défense du droit à l'eau et vise à consolider la gestion communautaire de 150 points et réseaux d'eau des 25 municipalités de la Vallée d'Aburrá.



→ La Copenca et les représentants des *acueductos comunitarios* ont élaboré des manuels pédagogiques sur la consolidation des services communautaires de gestion de l'eau, utilisés ensuite dans des ateliers de renforcement des capacités et des liens associatifs. Ces actions leur ont permis de structurer des assemblées associatives, qui se sont rassemblées en une Association Départementale des *Acueductos Comunitarios d'Antioquia* (ACADA). Cette entité, forte du travail de renforcement réalisé en amont et de son statut juridique, a ensuite participé à de nombreuses actions en soutien à la campagne nationale de défense du droit à l'eau. L'ACADA est devenue un lieu d'échanges et de planification. A l'échelle départementale, les assemblées associatives s'organisent pour résister aux mégaprojets miniers et hydroélectriques et accompagnent juridiquement les familles privées d'eau. Elles travaillent également à la reconnaissance juridique des systèmes communautaires de gestion de l'eau en tant qu'entités sociales, sans but lucratif, prestataires de service.



France Libertés a soutenu ce projet qui cherche à préserver et valoriser les systèmes communautaires, symboles d'une gestion intégrée et démocratique de l'eau. Les points d'eau et réseaux communautaires d'Antioquia ont été renforcés dans leur organisation. La solidarité et l'implication des citoyens, notamment des femmes, est importante sur ce projet. De plus, les acteurs privés, publics et communautaires des municipalités d'Antioquia reconnaissent les conflits créés par le processus de privatisation de l'eau et ont engagé un dialogue.

Les *acueductos* fournissent de l'eau à 30 000 familles dans la vallée d'Aburrá, soit 120 000 personnes

Beatriz Elena Isaza Cataño, agricultrice et présidente du conseil d'administration de l'ADACA explique :
« Les *acueductos comunitarios* sont une initiative communautaire, [...] nous sommes tombés d'accord pour mettre en œuvre un processus associatif à travers le dialogue, l'échange d'expériences, l'analyse des difficultés communes entre les différents territoires, travaillant de manière proactive à la construction d'une alternative associative motivante, qui permette l'accès au service dans des conditions économiques viables, à l'intérieur d'un cadre légal qui prend en compte la gestion communautaire »

Pérou

Eau, Mines et Territoires Andins : la gestion sociale de l'eau dans deux micro-bassins du Sud des Andes



Carte d'identité du projet

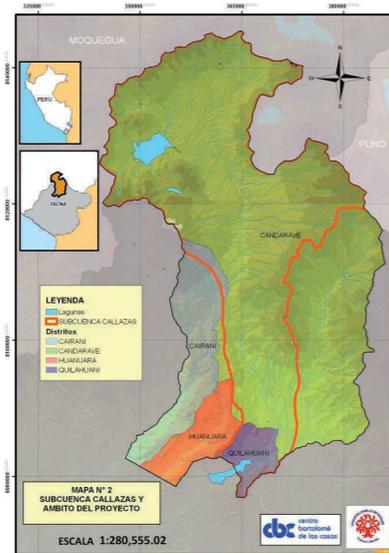
Période : octobre 2010 à décembre 2011

Porteur de projet : Centro Bartolomé de las Casas

Budget global : 38 582 €

Co-financement France Libertés : 20 000 €

Dans les régions au sud du Pérou, l'exploitation minière est très développée. Elle endommage gravement les ressources en eau et brise le tissu social des communautés rurales, qui entrent en conflit sur l'accès, l'usage et la distribution de l'eau. Le droit d'utilisation et de distribution de l'eau reflète les inégalités existantes entre les grands acteurs économiques et les populations rurales. La nouvelle loi sur l'eau de 2009 ne garantit pas suffisamment les droits coutumiers et culturels locaux et les communautés rurales sont peu informées sur leurs droits.



➊ Ce projet, porté par le Centre d'études régionales andines *Bartolomé de las Casas*, vise à réduire l'asymétrie des pouvoirs en place dans deux micro-bassins miniers en renforçant la capacité des organisations communautaires à mettre en place une gestion sociale de l'eau.

➔ Les représentants des organisations communautaires ont suivi des cycles de formation sur la gestion intégrée des ressources en eau sur leur territoire. Cela a permis à une soixantaine de personnes d'être formées et la création d'un comité



de gestion intégrée dans chaque micro-bassin. Le centre *Bartolomé de las Casas* les a accompagnés dans l'implémentation de ce modèle de gestion à travers des espaces de concertation et le développement d'outils de planification. Parallèlement, et afin de promouvoir un cadre juridique approprié pour la défense du droit fondamental à l'eau, les acteurs locaux ont participé



à des ateliers d'études participatifs sur les aspects institutionnels et légaux de la gestion de l'eau au Pérou. Ils ont ensuite publié un manuel sur la reconnaissance légale du droit à l'eau, à destination des communautés rurales. La population a été informée sur les zones affectées par les mines et les conflits existant sur l'usage de l'eau à travers une campagne de sensibilisation.



➋ Depuis plus de 10 ans, France Libertés dénonce l'opacité de la gouvernance de l'énergie et a soutenu ce projet qui défend une gestion transparente et démocratique de l'eau. Cette initiative a permis de réduire les conflits, de réinstaurer le dialogue entre les différents usagers de l'eau des communautés et de faire entendre la voix des communautés face aux entreprises d'exploitation minière. Une délégation a également pu être présente au Forum Alternatif Mondial de l'Eau en mars 2012 pour présenter le projet et en débattre avec d'autres partenaires.

Appui à la gouvernance communale de l'eau dans la région de Kayes



Carte d'identité du projet

Période : octobre 2010 à avril 2012

Porteur de projet : Groupe de Recherche et Réalisation pour le Développement Rural (GRDR)

Budget global : 181 503 €

Co-financement France Libertés : 20 000 €



Au Mali, la récente Loi de décentralisation a transféré la compétence de la gestion de l'eau aux communes et aux élus locaux. Or, ces derniers se retrouvent le plus souvent démunis face à ces nouvelles attributions. De plus, les infrastructures (puits, forages, pompes) permettant de sécuriser l'accès à l'eau pour les populations rurales ont été, pour la plupart, réalisées sans concertation, sans élaboration de règles de gestion et d'accès à la ressource, sans mise en place de comité de gestion responsabilisé sur l'entretien des ouvrages, et avec peu d'anticipation sur les éventuelles réparations. Cette situation a fortement limité les impacts positifs et la durée de vie de ces aménagements.

69 comités villageois constitués, soit un comité par village / hameau disposant d'un point d'eau

96 élus formés sur les textes de la décentralisation (rôles et responsabilités), sur les textes législatifs et réglementaires de gestion du service public de l'eau au Mali.



Le Groupe de Recherche et de Réalisation pour le Développement Rural (GRDR) est composé d'une équipe d'experts français et africains qui travaille, à travers ce projet, à l'amélioration de la gouvernance locale de l'eau dans les communes de Koussané, Sandaré et Marintmania, en partenariat avec les autorités locales et la société civile.



Tout d'abord le GRDR a effectué un important travail de diagnostic des infrastructures des 3 communes : 66% des points d'eau modernes ne fonctionnaient pas. Suite à ce diagnostic, les communes ont décidé de mettre en place 69 comités

villageois qui ont suivi des formations en gestion administrative, technique et financière des points d'eau. Cette action a permis aux villages de se doter de règles de gestion, de principes et de modalités de mobilisation des ressources financières pour l'entretien et la réparation des points d'eau communs et partagés. Les comités se sont ainsi entendus sur la rémunération et la formation d'artisans réparateurs communaux afin d'anticiper les pannes. Ces comités villageois et le GRDR ont sensibilisé la population à la nécessité de financer le service de l'eau pour une pérennité des équipements, et mené des activités éducatives sur l'eau, la santé et l'hygiène dans trois écoles pilotes. Afin de partager leur expérience, les différents acteurs du projet ont participé à des rencontres entre élus, membres des comités et ONG au niveau régional et national pour alimenter la réflexion sur le transfert de compétences du service public de l'eau aux communes et son application aux différentes échelles du territoire. L'équipe projet et le maire de la commune de Sandaré ont également participé au Forum Alternatif Mondial de l'Eau à Marseille en mars 2012.



France Libertés a soutenu ce projet car il contribue à améliorer la gouvernance locale de l'eau grâce à un système de gestion communale impliquant à la fois les élus locaux et les associations d'utilisateurs. De nombreuses évolutions positives peuvent aujourd'hui être mesurées sur le territoire. Le changement des comportements est visible tant par l'hygiène que pour l'assainissement des points d'eaux, et la population a une meilleure connaissance du lien entre eau potable et santé. De plus, la gestion et la maintenance des ouvrages s'organisent maintenant de façon claire. Grâce à la mise en place d'ateliers d'échanges, une réflexion a été menée sur les moyens de réaliser, dans les meilleures conditions possibles, le transfert de compétences du service public de l'eau aux communes. Cette réflexion a été relayée au niveau régional et national par la diffusion des résultats et via l'organisation de rencontres entre les élus, les comités, les instances communales de concertation et les services de l'Etat.



Carte d'identité du projet

Période : septembre 2010 à septembre 2012

Porteur de projet : Coopération Atlantique Guinée 44 (CAG44)

Budget global : 461 400 €

Co-financement France Libertés : 17 000 €



Dans les quartiers de la ville de Kindia, à la confluence des rivières Tokhou, Wawa et Fissa, les infrastructures d'assainissement sont pratiquement inexistantes. Marqués par l'habitat spontané et sujet aux inondations, ces quartiers sont peuplés de populations issues des mouvements d'exode rural qui cumulent difficultés sociales, environnementales et sanitaires.



Coopération Atlantique - Guinée 44 (CAG44), une association engagée dans la coopération internationale pour l'amélioration des conditions de vie, accompagne depuis 16 ans les démarches de coopération

décentralisée des collectivités locales de Kindia et de Loire Atlantique. Le projet « trois rivières » facilite l'accès des populations pauvres aux services publics urbains de base en matière d'assainissement et de santé publique.



CAG44 a tout d'abord renforcé structurellement l'Agence communale de l'eau et l'assainissement (ACEA), qui a réalisé une cartographie et un diagnostic de la zone révélant certaines causes des inondations, notamment l'encombrement des caniveaux par les déchets. Suite à cela, l'ACEA a installé un système d'assainissement de base pour la population et formé des jeunes



sans diplôme ni emploi à des actions de nettoyage citoyen des rivières et des caniveaux, afin que l'eau puisse s'écouler plus facilement. Ces jeunes très motivés, constitués en « brigades de salubrité » ont rencontré les habitants et les écoliers afin de les sensibiliser aux bonnes pratiques permettant ainsi de mieux prévenir les inondations. Ces brigades organisent aujourd'hui le tri et la collecte des déchets ménagers.



France Libertés a soutenu ce projet pour sa démarche citoyenne et participative. Nous nous sommes intéressés au lien entre eau et déchets. Aujourd'hui, les maladies hydriques ont diminué grâce aux ouvrages d'assainissement autonomes permettant l'amélioration de la qualité de l'eau des puits et des rivières. Les habitants et les élus locaux ont montré un grand enthousiasme, et ont souhaité s'engager pour une meilleure gestion des déchets.



Ouganda

Renforcement des capacités communautaires en gestion et préservation des ressources en eau



A Katosi, 59% des habitants dépendent des sources hydriques non protégées et une grande partie de la population souffre de la bilharziose ou de certaines formes de ver parce qu'elle boit l'eau impropre à la consommation provenant du lac Victoria. L'accès à l'eau et le manque de valorisation du rôle de la femme sont des problèmes prioritaires en Ouganda. Or, ce sont les femmes qui sont en charge de l'eau et qui doivent parcourir plusieurs kilomètres afin d'accéder aux sources.

Carte d'identité du projet
Période : septembre 2010 à septembre 2011
Porteur de projet : Katosi Women Development Trust (KWDT)
Budget global : 32 912 €
Co-financement France Libertés : 20 000 €

Population bénéficiaire :
1471 personnes,
incluant les femmes de Katosi
et 800 écoliers

Constructions réalisées à travers
ce projet :
2 réservoirs de collecte d'eaux
de pluie,
2 citernes scolaires,
et **2 puits** peu profonds construits
par les femmes

Le porteur du projet, Katosi Women's Development Fund (KWDT), est un réseau de 16 groupes de femmes qui partagent équitablement leurs ressources, leurs compétences et leurs connaissances afin d'améliorer la vie de leur communauté. Son projet a pour objectif le renforcement des capacités des femmes à gérer les ressources en eau de manière durable, grâce à une formation à la construction et à la gestion des infrastructures d'accès.

➔ Après avoir identifié les lieux d'aménagement des sources d'eau avec la communauté, 26 femmes ont suivi une formation sur les techniques de maçonnerie. Elles ont construit 12 réservoirs domestiques de collecte des eaux de pluie, 2 citernes scolaires, et 2 puits peu profonds, grâce à la mise en place de fonds rotatifs communautaires (microcrédits). En parallèle, KWDT



a encouragé la création de comités d'usagers et a formé les femmes à la gestion et à la maintenance des puits. Enfin, l'un des groupes de KWDT a participé à des ateliers d'information sur le droit à l'eau et a créé un Comité de Plaidoyer des Femmes pour l'Eau, afin d'informer les communautés sur leur

droit à l'eau et de mener des actions de plaidoyer auprès des autorités locales pour renforcer l'accès à l'eau potable.

France Libertés a choisi de soutenir ce projet du fait de la place qu'il reconnaît aux femmes au sein de la communauté et pour accompagner leur engagement dans l'amélioration de l'accès à l'eau potable pour tous.



Ces infrastructures bénéficient aujourd'hui à toute la communauté de Katosi, allégeant les tâches quotidiennes des femmes et diminuant considérablement le risque de maladies sanitaires liées à l'eau. KWDT a pu constater que 26 des femmes ayant participé aux formations en maçonnerie se sont engagées dans

la construction de nouveaux réservoirs. Certaines se sont même perfectionnées et ont été embauchées sur des projets, hors ceux portés par KWDT, développant ainsi une activité source de revenus. Plusieurs d'entre elles se sont attelées à former à leur tour d'autres femmes. Ce savoir-faire pourrait donc s'étendre à d'autres communautés voire à d'autres districts.



Le Comité de Plaidoyer des Femmes pour l'Eau est aujourd'hui en capacité d'être le porte-parole des préoccupations et des opinions de leurs communautés auprès des autorités locales, qui souhaitent développer leur travail avec KWDT.

Afrique du Sud

Défendre une citoyenneté active dans le suivi de la qualité de l'eau



Carte d'identité du projet

Période : septembre 2010 mars 2011

Porteur de projet : The Mvula Trust

Budget global : 62 120 €

Co-financement France Libertés : 20 000 €

 La pollution présente dans les zones minières et industrielles sud-africaines rend l'accès à une eau saine difficile pour les populations. De plus, la situation est aggravée par un système d'assainissement défectueux à l'échelle du pays. Selon la loi sur l'eau de 1988, l'Etat sud-africain est garant de ce bien commun et les citoyens peuvent contrôler le travail de l'Etat dans l'application de cette loi.

 Mvula Trust met en place des actions dans le domaine de l'eau auprès des communautés rurales.

Il est à l'initiative de ce projet dont l'objectif est d'appliquer le principe de démocratie participative en matière de contrôle de la qualité de l'eau dans la région de Vaal.

➔ 13 ONG de la région, dont Mvula Trust, ont créé une plate-forme de veille associative composée de représentants des forums citoyens des bassins hydrologiques. Ce réseau militant a organisé des formations en techniques de recherche et créé un groupe de travail. Ce dernier a réalisé un ensemble de rapports présentant

Selon Samson Mokoena, le coordinateur du rassemblement d'ONG Vaal Environmental Justice Alliance (VEJA), « l'abondance de l'eau fait que le problème ne se pose pas en termes de difficulté d'accès mais plutôt en termes de transparence de la gouvernance ».

Pour cette raison, les citoyens ont réclamé « qu'aucune décision [pour défendre le droit à l'eau] ne soit prise sans leur accord ».



des analyses comparées des trois bassins hydrologiques de la région, une revue des initiatives existantes relatives à la gestion citoyenne de la ressource en eau, ainsi qu'un ensemble de propositions et de perspectives pour des recherches futures.

Les membres de ce réseau ont également préparé une assemblée des citoyens protecteurs de l'eau qui a eu lieu en octobre 2011 dans la région de Vaal et qui a réuni 24 organisations de la société civile, des experts, ainsi que de nombreux citoyens.

Cette assemblée a été l'occasion pour l'ensemble de ces acteurs d'échanger sur leur expérience en lien avec l'instauration des modèles de gestion communautaire et d'un suivi citoyen de la qualité de l'eau. Cette assemblée a également débouché sur la rédaction d'une lettre adressée au ministère des affaires de l'eau, demandant la possibilité, pour la société civile, de participer à la révision de la stratégie nationale sur la gestion de la ressource en eau.

Mvula Trust a également poursuivi des actions de plaidoyer en participant

notamment à un atelier de la Water Research Commission (WRC) en mars 2011. La WRC contribue en Afrique du Sud à la promotion de la recherche et à la diffusion des connaissances sur l'eau. Cet atelier a été l'occasion de mettre en avant, auprès d'un plus large public, les rapports produits par les 13 ONG de la région de Vaal sur le rôle des citoyens dans le contrôle de la qualité de l'eau.



Cette initiative s'inscrit dans les valeurs de France Libertés car elle défend une gouvernance participative de la gestion de l'eau et par sa volonté de mobiliser les citoyens dans la protection de la qualité de l'eau. Tout en renforçant les capacités des citoyens, l'assemblée de citoyens et la participation à la WRC leur ont permis de se faire entendre auprès des autorités locales en présentant les conclusions de leurs recherches. Le projet est appelé à s'étendre à l'échelle nationale, le ministère de l'eau s'y intéresse et une deuxième assemblée est prévue.

Promouvoir la collecte des eaux pluviales dans le désert du Thar pour mieux faire face à la sécheresse dans l'état du Rajasthan



Carte d'identité du projet

Période : octobre 2010 à mars 2012

Porteur de projet : Gramin Vikas Vigyan Samiti (GRAVIS)

Budget global : 32 033 €

Co-financement France Libertés : 20 000 €

 L'Inde connaît des sécheresses de plus en plus sévères. La région du Thar, la plus aride du pays, se caractérise par des conditions de chaleur extrême, de rareté de l'eau et de périodes de sécheresse très fréquentes. Dans ce contexte, les femmes et les filles ont la lourde tâche d'aller chercher l'eau.

 L'association Gramin Vikas Vigyan Samiti (GRAVIS) base son travail sur deux principes gandhiens – ceux de Sarvodaya (le progrès pour tous) et de Gram Swarajya (l'autonomie villageoise). GRAVIS travaille à la conservation et la transmission

de techniques traditionnelles de récupération d'eau de pluie et renforce les capacités de la population en créant des groupes d'usagers et de comités de développement villageois.

➔ Lors de ce projet, GRAVIS a tout d'abord organisé une évaluation participative des ressources en eau de dix villages pilotes avant de partager les résultats avec les villageois pour qu'ils comprennent mieux les problèmes à traiter. Les villageois ont ensuite créé, avec le soutien de GRAVIS, des comités d'usagers de l'eau dans lesquels les femmes ont été invitées à participer et ont suivi des formations sur

les systèmes traditionnels de récoltes d'eaux de pluie. Dix réservoirs de démonstration ont été construits. Les femmes des familles bénéficiaires en sont propriétaires et assurent la gestion. Les membres des comités devenus les messagers entre GRAVIS et les villageois, pour qu'ils se réapproprient l'utilisation de ces réservoirs et prennent conscience de l'importance de préserver l'eau. Parallèlement, afin de permettre aux femmes de s'émanciper et d'être incluses de plus en plus dans les processus décisionnels, des groupes d'entraide féminins (Self Help Group) de 10 à 15 personnes ont été créés dans chaque village et des rencontres

ont été organisées. Ces groupes d'entraide ont permis de sensibiliser les femmes, mais également de les encourager à épargner et à utiliser leur économies dans le cadre de micro-projets collectifs (achat d'une machine à coudre, tissus, ouverture d'une petite boutique...). GRAVIS a également profité de ce projet pour rassembler d'autres ONG comme HEDCON ou KGS autour d'activités de plaidoyer et de formation, ainsi que pour la réalisation d'une étude sur les systèmes de récupération d'eau de pluie dans la région du Thar.

 France Libertés a suivi et soutenu ce projet pour la promotion d'une gestion démocratique de l'eau à travers l'utilisation des savoirs traditionnels, en impliquant la communauté dans le processus de décision, de planification et d'exécution. L'accès à l'eau s'est amélioré dans ces villages grâce au renforcement des capacités des populations concernées, qui sont également sensibilisées sur son utilisation responsable. De nouveaux réservoirs vont être construits. Les Comités des Usagers de l'eau, les

Agences gouvernementales de l'eau et les différentes ONG régionales ont développé et renforcé des liens effectifs.

Pour Guddi Devi, une femme d'un village près de Kanpur, les systèmes de récolte des eaux de pluie ont permis d'améliorer le statut de vie de sa famille. Ces systèmes permettent de « produire de l'eau propre et purifiée, ne provoquant plus de maladies chez mes enfants ».

De même, pour Allah Rakhi, une femme du village de Ramjanpura, l'accès direct à l'eau potable lui évite de parcourir 5 kilomètres chaque jour. Elle consacre aujourd'hui ce temps gagné à d'autres activités ménagères et encourage ses voisins à adopter ces nouveaux modes.



Information et gouvernance locale de l'eau : la chaîne de réservoirs de Mustikovila



Carte d'identité du projet

Période : septembre 2010 à mars 2012

Porteur de projet : The Timbaktu Collective

Budget global : 50 088 €

Co-financement France Libertés : 20 000 €

 Le district d'Anantapur, situé dans l'Etat d'Andhra Pradesh, est le deuxième district indien le plus affecté par la sécheresse. Les agriculteurs sont nombreux et la demande en eau pour l'irrigation est importante. Les infrastructures actuelles épuisent les sols et leur eau contient des minéraux qui provoquent un nombre croissant de maladies. Or, il existe une solution traditionnelle qui devrait permettre de répondre à la demande en eau tout en diminuant la pression sur la ressource. La chaîne de réservoirs de Mustikovila est un ouvrage de collecte qui optimise la captation d'eau de pluie et sa distribution dans les villages depuis le 14ème siècle. Cependant, l'entretien

des réservoirs a été peu à peu abandonné au profit des puits forés.

 Le Collectif Timbaktu est une association qui travaille depuis plus de vingt ans avec les populations locales. Son partenaire, Vista (Village Information System) lui apporte les compétences techniques sur ce projet, qui vise à sauver les réservoirs et à réhabiliter la technique traditionnelle de collecte des eaux de pluies. Ces ONG ont choisi, en collaboration avec les populations concernées, de mettre en place un Système d'Information Géographique (SIG) focalisé sur la gestion de l'eau et l'utilisation des terres en aval du réservoir.



 Le collectif, des membres de l'association des usagers de l'eau et des villageois ont numérisé un certain nombre de données (cultures irriguées, localisation des propriétaires) qu'ils ont cartographiées en recourant au SIG, logiciel de création de cartes par ordinateur à partir d'informations géo référencées. Ils ont ensuite formé les agriculteurs à l'utilisation de cet outil et ont mené une étude « d'identification des nécessités d'aménagement » du réservoir de Mustikovila. Enfin, ils ont amélioré le cadastre en le modernisant et en le rendant accessible à tous. Un séminaire d'échange d'expériences est prévu entre les acteurs locaux, les acteurs institutionnels et académiques. Grâce aux outils mis en place, une proposition complète de rénovation et de gestion des réservoirs sera présentée aux autorités compétentes.

 France Libertés a soutenu ce projet car il démontre l'importance de l'accessibilité de l'information sur l'eau pour un développement local en accord avec les principes de gestion démocratique et participative. La

cartographie du territoire constitue aujourd'hui une base fondamentale de la planification de la gestion de l'eau, qui permet d'avoir une grande visibilité sur une multiplicité d'informations, de pouvoir comprendre rapidement les phénomènes, de prévoir les risques et d'y réagir de façon adaptée.



Mobilisation sociale des populations dalits et adivasis de l'état d'Orissa pour la défense du droit d'accès à l'eau



Carte d'identité du projet

Période : septembre 2010 à septembre 2011

Porteur de projet : PARIBARTAN

Budget global : 14 323 €

Co-financement France Libertés : 10 000 €

L'Inde a inscrit le droit à l'eau dans la Loi Nationale sur l'eau de 2002. L'Etat d'Orissa, caractérisé par une forte concentration de populations tribales adivasis (22%) et de dalits (16%), fait partie des Etats les plus pauvres d'Inde. La pénurie d'eau, la mauvaise qualité de la ressource, ainsi que la forte dégradation de

l'environnement rendent très précaire l'accès à l'eau pour les populations. Les dysfonctionnements dans le système d'approvisionnement en eau et le faible taux d'accès aux services d'assainissement expliquent les taux élevés de maladies liées à l'eau dans la région.

Paribartan (« changer » en langue locale) est une ONG indienne qui travaille depuis 20 ans avec les populations dalits et adivasis. Ce projet vise l'amélioration de l'accès à l'eau des populations dans 40 villages de Pallahara.



L'action de l'ONG Paribartan a notamment permis de sensibiliser **3879 écoliers** au sein de **40 écoles** aux problématiques de l'accès à l'eau et à l'assainissement.



→ L'engagement de quarante femmes (une par village) choisies comme « Water Messengers » est au centre de ce projet. Paribartan a formé ces Porteuses d'eau à sensibiliser leurs villages, organiser des marches, et recenser les besoins et les ressources en eau. Elles ont activement participé, avec les élus villageois, à la création de cartes faisant apparaître les ressources en eau en recherchant les données sur l'eau de chaque village. Enfin, elles ont suivi une formation sur les techniques pérennes de purification des réservoirs et sources d'eau, ce qui permet de réduire les risques de maladies hydriques. Le point d'orgue du projet a consisté à mettre en place une audience publique pour que ces femmes présentent les résultats de

leur travail auprès des autorités de l'Etat d'Orissa.



Aujourd'hui, les Comités d'Usagers de l'eau des 40 villages ciblés sont fonctionnels et opèrent en partenariat avec les instances publiques et communautaires. Des groupes de pression et des associations d'usagers dalits et adivasis plaident auprès des autorités pour garantir l'application de la Loi Nationale sur l'eau et un droit effectif à l'eau.



Témoignage de Louisa Crispe, chargée de mission pour France Libertés, partie en mission en novembre 2010 pour découvrir les trois projets indiens.

« L'approche bottom up et pédagogique de Paribartan, notre partenaire Porteur d'eau dans l'Etat d'Orissa, en Inde, a permis d'inclure activement les plus marginalisés et ainsi de donner tout son sens à la notion d'empowerment ».

Louisa souligne l'envie de « renégocier le pouvoir » qui stimule les populations et qui, par conséquent, facilite la mobilisation des communautés défavorisées et sans voix : « J'ai été particulièrement impressionnée par la qualité et la force du travail pédagogique du projet. ».

Moldavie

Mettre en place un accès à un système sécurisé de l'eau et de l'assainissement pour tous



En Moldavie près de 60% de la population vit en zone rurale et les systèmes sanitaires y sont quasiment inexistant. Les latrines à fosse unique et le puits sont les systèmes les plus courants pour l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les villages. La mauvaise qualité de l'eau est à l'origine de problèmes sanitaires préoccupants, telles que des épidémies d'hépatite, des diarrhées ou des fluoroses dentaires.

L'Association Women in Europe for a Common Future (WECF) est un réseau de femmes engagées dans des organisations environnementales.

Carte d'identité du projet

Période : Septembre 2010 à septembre 2012

Porteurs de projet : WECF / WISDOM / ORMAX

Budget global : 37 460 €

Co-financement France Libertés : 20 000 €



Elle a lancé son premier projet « Eau saine et assainissement sûr pour tous en Moldavie » en partenariat avec deux associations moldaves (WISDOM et ORMAX) qui travaillent avec les communautés rurales.

→ La population de 13 villages, notamment les étudiants, élèves et enseignants, s'est mobilisée autour de ce projet et a reçu une formation sur les Water and Sanitation Security Plans (WSSP) développés par WECF à partir d'un modèle de l'Organisation Mondiale de la Santé. Ils ont réalisé des inventaires de la qualité de l'eau de 572

Selon un professeur du village de Nicoreni, les enfants peuvent impulser le changement. Cela a été le cas dans ce village : « cette année, nos élèves nous ont demandé d'utiliser l'argent récolté pour leur voyage scolaire afin de construire un puits dans leur cour de récréation. ».

Pour l'institutrice, « les enfants ont initié les activités de nettoyage (...) et permis d'impliquer les autorités locales et toute la communauté. ». Pour féliciter les enfants et leurs professeurs pour leurs efforts, le maire du village a permis la construction du puits dans la cour de récréation. L'eau du puits est de très bonne qualité et les enfants ont pu garder leur argent pour leur voyage scolaire !

Ce projet est une belle illustration de l'impact positif que peuvent avoir les initiatives des plus jeunes.

puits, qui ont révélé la trop forte teneur en nitrates des eaux, et ont cartographié les sources d'eau. Ces résultats ont été publiés dans les mairies. Suite à cette étude, ils ont réalisé, en partenariat avec les autorités locales, différentes activités de protection de l'eau comme le nettoyage des cours d'eau ainsi que la restauration des puits et de leurs alentours. Afin de sensibiliser la population à l'importance de l'eau et de l'assainissement, WECF et les participants au projet ont diffusé leurs avancées lors de divers événements comme le festival des rivières et des forums nationaux et internationaux de l'eau en 2012. Cette promotion des bonnes pratiques a été appuyée par une campagne de diffusion d'information sur le web et dans les médias. Lors de différents ateliers de travail, WECF et les différents acteurs locaux impliqués (société civile et administrations compétentes), ont élaboré un document stratégique sur le droit à l'eau et à l'assainissement qu'ils ont présenté aux instances nationales et régionales de Moldavie à plusieurs occasions, et notamment lors de la conférence internationale sur « La réalisation du droit à l'eau et à

l'assainissement en Moldavie, focus sur le Protocole sur l'eau et la santé » qui s'est tenue en mars 2011.



Aujourd'hui, les WSSP ont été implantés dans 8 villages et l'état de la qualité de l'eau est constamment contrôlé et rendu public. Au moins 30.000 personnes des zones ciblées sont sensibilisées autour des enjeux liés au droit d'accès à l'eau et à l'assainissement. Les partenaires du projet et les habitants des zones riveraines ont partagé leur expérience. France Libertés a soutenu ce projet pour sa portée éducative, et travaille aujourd'hui en France auprès des enfants pour leur apprendre l'importance de préserver l'eau.

Défendons l'eau, notre bien commun



On the Commons est une organisation nord-américaine qui recherche des solutions pour mettre en avant et protéger les Biens Communs. Le projet « Our Water Commons » (l'eau, notre bien commun) s'inscrit dans une dynamique particulière par rapport aux douze projets présentés précédemment. Il s'agit d'un programme collaboratif coordonné par *On the Commons* pour la capitalisation et la diffusion des exemples de bonnes pratiques de gestion intégrée de l'eau mises en place avec des organisations partenaires d'Inde, des Philippines, du Canada et de Bolivie. Le produit de ces travaux

Carte d'identité du projet

Période : Septembre 2011 à mai 2012

Porteur de projet : Our Water Commons

Budget Global : 21 278 €

Co-financement France Libertés : 10 000 €

a servi et servira encore à renforcer les travaux de plaidoyer des militants défendant l'eau comme bien commun.



L'équipe du projet a rassemblé pendant plusieurs mois un ensemble d'expériences pertinentes de gestion intégrée de l'eau du monde entier. Les études étaient focalisées sur des expériences en Australie, en Inde, en Bolivie, au Brésil, aux Philippines et aux Etats-Unis. Elles illustrent et expliquent comment une gouvernance de la gestion de l'eau basée sur « une approche des biens communs » peut fonctionner et être bénéfique. Par exemple, elles

racontent comment les citoyens australiens sont actifs dans la gouvernance locale de l'eau au sein d'un comité de bassin, comment les agriculteurs new-yorkais travaillent ensemble avec les autorités locales pour préserver l'eau, ou encore exposent la démarche inclusive et de responsabilité partagée dans la gestion de l'eau à Parambur en Inde, qui assure que toutes les castes sont représentées.

Les acteurs du projet se sont réunis lors d'un atelier d'écriture et de planification aux Philippines. La rédaction a duré plus d'un mois et les

partenaires ont présenté leurs travaux au Forum Alternatif Mondial de l'Eau ainsi qu'au séminaire Eau Planète et Peuples à Marseille, en mars 2012.

Par la suite, ils ont créé une plate-forme en ligne pour afficher des versions vulgarisées de leurs études et ont publié dans le *Huffington Post* et dans d'autres médias. Ils sont également intervenus dans plusieurs universités.



Les études de cas, portées par des organisations militantes pour la défense de l'eau comme bien commun, ont été utilisées dans le cadre du plaidoyer lors du sommet « Rio +20 ». En parallèle, l'équipe du projet a participé au programme « eau » du Pavillon Bleu au Sommet des Peuples à Rio de Janeiro en juin 2012.



Cette capitalisation des expériences de différents pays du monde a permis des échanges entre défenseurs du droit à l'eau et leur a fourni un outil pour porter leur plaidoyer et médiatiser les bonnes pratiques de gestion de l'eau.

D'après son analyse approfondie et comparative des études de cas réparties sur la planète, le groupe de travail de *On the Commons* considère que « *L'image d'une pompe à eau hors d'état dans un village africain (...) nous rappelle non seulement les problèmes non résolus de soif et de maladies hydriques, mais également l'échec du modèle caritatif d'action contre la crise de l'eau.* ».

On the Commons nous démontre que « *les collaborations entre gouvernement et communautés (...) illustrent l'importance [d'une coopération basée sur un leadership communautaire] pour permettre aux États de garantir à leurs populations le droit à l'eau, maintenant reconnu comme tel par les Nations Unies* ». C'est en invitant tout le monde autour de la table qu'une « *approche des communs* » devient possible.



Se rencontrer pour partager, construire et donner de la voix aux alternatives imaginées



France Libertés a appuyé les porteurs de projets au niveau financier, mais aussi à travers un suivi et un accompagnement, afin de relayer les expériences et bonnes pratiques grâce à des travaux de capitalisation et la création de réseaux. À deux reprises, nous avons rassemblé les porteurs de projets afin d'échanger sur leurs expériences et travailler sur des messages communs. Ces rencontres ont des moments forts, et on ponctué les deux années de déroulement des projets. Elles ont aussi permis à l'équipe de France Libertés de mesurer le travail accompli dans les différents pays et de s'inspirer de la vision et des pratiques des acteurs de terrain.

Dakar, février 2011 Le Forum Social Mondial

La tenue du Forum Social Mondial de Dakar en février 2011 nous a donné l'occasion de réunir les quatre projets africains pour promouvoir leurs solutions de bonne gouvernance de l'eau dans l'intérêt de tous. Les représentants des ONG porteurs de projet en Afrique du Sud, Guinée, Mali et Ouganda, en plus des maires pour les 2 pays francophones ont témoigné pour démontrer qu'une gestion transparente, démocratique et écologique de l'eau est possible en Afrique. Leurs interventions lors de l'atelier « Eau, bien commun » ont contribué à l'élaboration d'un plaidoyer commun pour le Forum Alternatif Mondial de l'Eau en mars 2012.

Marseille, mars 2012

Les journées Eau, Planète et Peuples, la journée de rencontres entre porteurs de projets et les Forums Mondiaux de l'Eau

France Libertés a invité les partenaires des projets Porteurs d'eau à se retrouver à Marseille en mars 2012 pour une série d'évènements et de rencontres autour du droit à l'eau.

Nos partenaires ont participé activement aux journées « Eau, Planète et Peuples : pour une citoyenneté mondiale » axées sur quatre thèmes principaux : le droit à l'eau, les modes de gestion de l'eau, l'eau et l'environnement, et l'eau et l'énergie. Ils ont notamment présenté des études de cas lors des 13 ateliers et certains sont intervenus lors de 4 agoras. Ils ont contribué à la production d'une déclaration finale « L'eau n'est pas une marchandise, c'est le bien commun de l'Humanité et du Vivant », qui a été signée par plus de 7 000 personnes et organisations.

Une journée en petit comité pour réunir les porteurs de projets a suivi ces deux grands rendez-vous autour de quatre thématiques : les méthodes pour préserver la qualité de l'eau, les secrets d'une bonne gouvernance, les acteurs dans la gestion de l'eau et les enjeux du droit à l'eau et de son application. Cette démarche a permis de construire un message collectif fort, porté lors du Forum Alternatif et au sein du Forum Mondial de l'eau.

Si France Libertés conteste la légitimité du Conseil Mondial de l'eau (CME), il semblait cependant important de ne pas négliger cet espace pour promouvoir les propositions de la société civile. Avec les partenaires porteurs d'eau, France Libertés a participé aux rendez-vous mettant en exergue, au sein du 6ème Forum Mondial de l'Eau (FME), les actions du Forum Alternatif Mondial de l'Eau (FAME). Cette participation a permis à chacun non seulement de renforcer sa propre vision et ses convictions, mais aussi de découvrir les enjeux internationaux, notamment face au discours porté par le CME.

Au sein du contre-forum « l'eau, source de vie, pas de profit », les porteurs de projets ont :

- tenu un stand avec France Libertés,
- participé aux discussions sur les grands barrages, les consultations populaires, la gestion de l'eau et les savoirs traditionnels,
- participé à une marche festive et visible, manifestation finale pour contrer les messages portés par le forum officiel.

Conclusion

Que ce soit en Inde, en Colombie ou au Mali, les enjeux liés à l'eau se ressemblent.

Pour France Libertés, la réponse se trouve souvent dans des choix politiques.

Construire des puits ne suffit pas. Il est nécessaire d'opérer un changement social en profondeur pour garantir aux citoyens une capacité d'action individuelle et collective.

Cela passe par une gestion participative ou communautaire de la ressource et des infrastructures et par une mobilisation de l'ensemble des acteurs (société civile, élus, citoyens) pour permettre aux projets de perdurer.

Un projet porteur d'eau s'interroge sur le sens politique des actions communautaires de résistance qu'il entreprend. Il génère un dialogue qui donne une voix à la société civile et aux alternatives qu'elle propose.

Les projets porteurs d'eau privilégient une gestion publique, démocratique et transparente de l'eau, rendue possible par des activités terrain, de renforcement des compétences, de sensibilisation et de plaidoyer.

France Libertés tire de nombreux enseignements des activités de terrain qu'elle soutient. C'est pourquoi, en 2013, nous avons lancé un nouvel appel à propositions sur le droit à l'eau et les peuples autochtones.



Remerciements :

France Libertés remercie les communautés et les organisations qui ont mené à bien les projets dans les quatre coins du monde.

Un grand merci à Eli Koshi, Sophie Borderes, Muriel Santoro, Clémentine Anglada, Fanny Courric, Jay Ralitera & Laure Million, stagiaires et volontaires du service civique à France Libertés qui ont mis en oeuvre l'appel à propositions, le suivi des projets, la rédaction et la mise en forme de ce document.

Crédits photos :

Philippe Monges, Oleg Rotari et France Libertés Fondation Danielle Mitterrand

« Je m'élève contre ceux qui prétendent que le système actuel est sans alternative, les fatalistes, les soumis heureux, et ceux qui ont la tête vissée sur une girouette à l'affût de la gloriole qui passe. Il n'est de jour où le cheminement d'une autre pensée politique, soutenue par des initiatives performantes, encourage ceux, de plus en plus nombreux, très nombreux, qui font confiance à l'instinct de conservation de la vie et s'en remet au bon sens de la raison »

Danielle Mitterrand,
Le livre de ma mémoire, ed Folio, 2007



www.france-libertes.org



Se mobiliser à nos côtés

- Abonnez-vous à la newsletter
- Faites un don
- Contactez-nous pour devenir partenaire
- Suivez-nous sur les réseaux sociaux :



FRANCE LIBERTES - FONDATION DANIELLE MITERRAND
22 rue de Milan, 75009 Paris, France
Tél : (33) 1 53 25 10 40 - Fax : (33) 1 53 25 10 42